

La voix de l'Opposition de gauche

Points communs entre Hollande et Sarkozy : la même sale besogne au nom des mêmes intérêts, des mêmes commanditaires.

14.01.2013

L'intervention française au Mali marque une rupture dans le quinquennat de François Hollande, dont la réputation de pusillanimité a volé en éclats au moment même où, sur le front intérieur, sa méthode marquait enfin des points grâce à un accord historique sur la réforme du marché du travail.

Hollande adouber par le parti de Sarkozy

"C'est une rupture dans le quinquennat, où jusqu'alors chaque décision de François Hollande était systématiquement critiquée, délégitimée par l'opposition", souligne Frédéric Dabi, de l'institut de sondages Ifop.

... et un think-tank néoconservateur.

Pour Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, *"ceux qui critiquaient son incapacité supposée à décider en sont pour leurs frais"*.

Il n'y avait que les ignares et les traîtres pour s'interroger sur les intentions de Hollande.

Le sénateur socialiste André Vallini parle des *"24 heures qui ont changé le quinquennat"*, grâce à l'accord sur la réforme du marché du travail et à la *"décision jupitérienne"* d'intervenir *"fort et rapidement"* au Mali.

"Ceux qui s'interrogeaient sur la méthode Hollande devraient être rassurés", écrit-il sur son compte Twitter.

Front de gauche, POI, NPA et LO sont muets depuis le 11 janvier. Qu'ils boivent le calice de la honte jusqu'à la lie !

L'accord conclu entre patronat et syndicats et alliant plus de sécurité pour les salariés et flexibilité accrue pour les entreprises a été salué par les deux camps, qui y voient un début de cogestion à l'allemande des conditions de travail.

Le mouvement ouvrier décapité, réduit à l'impuissance à force de compromission.

L'intervention au Mali est difficilement attaquable sur le plan du droit international puisqu'elle est *"couverte"* par trois résolutions de l'Onu, un appel à l'aide d'un gouvernement légitime, ainsi que des demandes de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et de l'Union africaine.

L'opposition de droite, jusqu'au Front national, la juge légitime au nom de l'intérêt national - comme la gauche à l'époque avait soutenu Nicolas Sarkozy sur la Libye - et seuls des élus écologistes et du Front de gauche couinent. Reuters 13.01

On leur dit ? Allez-y, profitez-en, vous avez le champ libre, votre ennemi a déserté ! Il faudra peut-être attendre une situation sociale à la Grec pour que le mouvement ouvrier se recompose sur une nouvelle base, ce sera notre dernière occasion.